

Nous summons le gouvernement du Québec de prendre ses responsabilités et d'arrêter immédiatement l'implantation de la réforme de l'éducation.

MANIFESTE

ANDRÉE AUBUT, présidente, Syndicat de l'enseignement de l'Ouest de Montréal

ROBERT COMEAU, professeur associé et historien, Université du Québec à Montréal

GILLES GAGNÉ, professeur, sociologie, Université Laval

MICHEL PAILLÉ, chercheur en démographie, Chaire Hector-Fabre, Université du Québec à Montréal

STÉPHANE AUCOIN, président, Syndicat de l'enseignement des Seigneuries

YVES COUTURE, professeur, science politique, Université du Québec à Montréal

LOUIS GILL, professeur retraité, Université du Québec à Montréal

MARTIN PÂQUET, professeur agrégé, histoire, Université Laval

GASTON AUDET, président, Syndicat de l'enseignement de l'Outaouais

FRANÇOIS CYR, avocat, Ouellet, Nadon, Cyr

RAYMOND GRAVEL, prêtre et député, Bloc québécois

JEAN-PAUL PERREAULT, président, Impératif français

ANTOINE BABY, sociologue et chercheur

DANIEL DAGENAI, professeur, sociologie, Université Concordia

ISABELLE GUSSE, professeure, science politique, Université du Québec à Montréal

RÉGINE PIERRE, professeure titulaire, éducation, Université de Montréal

NORMAND BAILLARGEON, professeur, éducation, Université du Québec à Montréal

CHRISTIAN DEBLOCK, professeur, science politique, Université du Québec à Montréal

ANNE-CATHERINE LAFAILLE, parent

ERIC PINEAULT, professeur, sociologie, Université de Montréal

LUCILLE BEAUDRY, professeure, science politique, Université du Québec à Montréal

LUC DE LA SABLONNIÈRE, vice-président, Action démocratique du Québec (ADQ)

BERNARD LANDRY, ancien premier ministre du Québec

FRANÇOIS REBELLO, consultant

ÉRIC BÉDARD, président, Syndicat de l'enseignement de la Haute-Yamaska

MICHELINE DE SÈVE, professeure, science politique, Université du Québec à Montréal

MARTIN LAUZON, président, Syndicat de l'enseignement secondaire des Basses-Laurentides

MICHÈLE RIOUX, professeure, science politique, Université du Québec à Montréal

ÉRIC BÉDARD, professeur et historien, TELUQ - Université du Québec à Montréal

FRANÇOIS DESROCHERS, député Mirabel, porte-parole en éducation, ADQ

JOSIANE LAVALLÉE, chercheuse en histoire, Chaire Hector-Fabre, Université du Québec à Montréal

ÉMILE ROBICHAUD, directeur d'école retraité

JEAN BÉDARD, écrivain

MARIE-ÉVA DE VILLERS, chercheuse et directrice de la qualité de la communication, HEC de Montréal

DOMINIQUE LEDUC, comédienne

PAUL ROSE, conseiller syndical, CSN

JOANNE BERTRAND, présidente, Syndicat de l'enseignement de la Seigneurie des Mille-Îles

MICHEL DUCHARME, président, Conseil régional Montréal métropolitain FTQ

ALBERT LEGAULT, professeur, science politique, Université du Québec à Montréal

FRANÇOIS SAILLANT, coordonnateur, Front d'action populaire en réaménagement urbain

GÉRALD BOUTIN, professeur, éducation, Université du Québec à Montréal

JOSEPH FACAL, professeur en management, HEC de Montréal

JEAN-FRANÇOIS LISÉE, auteur

SONIA SAUMIER, ingénieure et parent

MICHEL BRÛLÉ, éditeur, Les Intouchables

LUC FERLAND, président, Syndicat de l'enseignement de la Pointe-de-l'Île

DAVID MANDEL, professeur, science politique, Université du Québec à Montréal

PIERRE ST-GERMAIN, président, Fédération autonome de l'enseignement

MARC CHEVRIER, professeur, science politique, Université du Québec à Montréal

MICHEL FREITAG, professeur émérite, sociologie, Université du Québec à Montréal

NATHALIE MOREL, présidente, Alliance des professeures et professeurs de Montréal

MICHEL TREMPE, président, Syndicat de l'enseignement de la région de Laval

POUR UNE ÉCOLE
DÉMOCRATIQUE,
EXIGEANTE ET
CENTRÉE SUR LES
CONNAISSANCES

PAR-DELÀ LES DISCOURS ET LES PROMESSES, LE TEMPS DE L'ACTION EST VENU!

Une initiative de la Coalition Stoppons la réforme, janvier 2008

L'école québécoise est en crise. Elle traverse en ce moment même une période critique qui sera déterminante pour son avenir. Toutes celles et tous ceux qui, comme nous, pensent que l'éducation est une valeur fondamentale et prioritaire d'une société démocratique ont le devoir de dénoncer la situation actuelle et d'exiger de profonds changements.

Nous croyons que les politiques éducatives et sociales récemment adoptées ne permettront pas à l'école de remplir sa mission première, celle d'instruire. L'instruction est le levier démocratique qui assure la réduction des inégalités sociales, la transmission du patrimoine culturel, le développement de la pensée critique et la formation de citoyens libres.

Les États généraux sur l'éducation de 1995-1996 visaient pourtant « l'émergence d'une société plus juste, plus démocratique et plus égalitaire ».

Rappelons que le consensus social auquel cette vaste consultation avait abouti était que l'école devait se réorganiser pour :

- Recentrer les curriculums autour des matières de base en précisant les savoirs essentiels que l'on voulait voir acquérir par les élèves du primaire et du secondaire;
- lutter contre le décrochage et l'échec scolaires;
- revaloriser le rôle des enseignantes et enseignants;
- accroître l'accès du plus grand nombre à l'éducation et passer de l'accès au succès afin d'assurer l'égalité des chances;
- soutenir les parents afin qu'ils reçoivent une information complète sur le cheminement scolaire de leurs enfants.

Or, depuis l'implantation de l'actuelle réforme de l'éducation, nous constatons que ces objectifs sont loin d'être atteints et que la situation est en fait réellement alarmante.

Qu'on en juge :

- Les résultats scolaires des élèves québécois aux tests internationaux indiquent une régression;
- la maîtrise des fondements de la langue française, loin de s'être améliorée, décline de façon inquiétante;
- les enseignantes et enseignants notent de plus en plus de lacunes dans le degré de maîtrise des connaissances par les élèves;

• les compétences et la formation axée sur l'emploi ont pris le pas sur l'instruction et le développement global de la personne;

- les élèves qui éprouvent des difficultés d'apprentissage sont intégrés dans les classes ordinaires sans recevoir les services auxquels ils ont droit;
- les élèves en échec sont promus et dirigés vers des formations semi-spécialisées et peu qualifiantes;
- le rôle premier des enseignantes et enseignants n'est plus d'instruire et de transmettre des savoirs fondamentaux;
- l'approche socioconstructiviste prônée par les programmes et sur laquelle s'appuie la réforme réduit les enseignantes et enseignants à un rôle d'accompagnateur;

- la formation des maîtres fait désormais bien peu de place à la maîtrise des contenus disciplinaires à enseigner;

- les parents peinent à suivre les progrès de leurs enfants et ne sont pas écoutés lorsqu'ils réclament, avec tant d'autres, que la transmission des connaissances s'inscrive au cœur de la mission de l'école;

- aucune évaluation de cette réforme n'a été faite avant son implantation au secondaire.

Les pays qui ont inspiré cette réforme et qui avaient adopté l'approche socioconstructiviste dans leur système d'éducation ont finalement fait marche arrière.

Bien que la réforme ait été dénoncée par la très grande majorité des enseignantes et des enseignants du Québec, le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS), persiste à mener cette réforme, sans vouloir y apporter de corrections fondamentales. Cette situation est d'autant plus inacceptable qu'il l'a implantée sans en connaître la réelle portée et sans jamais juger bon d'en évaluer les impacts en cours d'application.

Conséquemment, le système d'éducation est passé, en quelques années à peine, d'une approche qui se voulait humaniste à une approche utilitariste qui fait la promotion de la formation d'une main-d'œuvre modelée sur les exigences du marché du travail, et cela, au détriment du développement intégral de la personne.

Devant cet énorme gâchis, nous, parents, enseignants et citoyens, souhaitons réaffirmer que :

- L'éducation est un droit fondamental et qu'elle permet un réel exercice de la démocratie;

- l'éducation est un service qui doit être assumé par l'État, lequel a la responsabilité d'en assurer l'accès pour toutes et pour tous;
- l'école doit former des citoyens libres, égaux et responsables;
- l'école doit viser l'égalité des chances et favoriser la réussite de toutes et de tous;

• l'école doit instruire en transmettant les savoirs essentiels au développement de la personne et du futur citoyen;

- l'école doit dispenser un enseignement de qualité, assorti des services de soutien adéquats;
- l'école doit assurer la maîtrise de la langue commune au Québec, le français, de même que la maîtrise des éléments principaux de la mathématique, la connaissance de l'histoire, la connaissance du langage artistique et l'appropriation des savoirs de base en sciences.

C'est pourquoi,

nous exigeons l'annonce immédiate d'un moratoire sur l'implantation de la réforme de l'éducation en 4^e et 5^e secondaire et à l'éducation des adultes et que des mesures soient prises dans les plus brefs délais pour les niveaux où elle s'applique.

À cet effet,

nous exigeons que tous les programmes d'études et la politique d'évaluation des apprentissages de l'école québécoise soient modifiés dans une perspective de transmission et d'évaluation systématiques des connaissances; nous exigeons un enseignement structuré des règles de base de la langue française, dont la maîtrise est un outil essentiel au développement de la pensée critique;

nous exigeons des mesures concrètes d'aide (dépistage, prévention, soutien, accompagnement) pour tous les élèves en difficulté;

nous exigeons que les parents, à titre de premiers éducateurs de leurs enfants, soient informés de manière claire et précise du cheminement scolaire de leurs enfants;

nous exigeons que les enseignantes et enseignants puissent s'appuyer sur la somme de leurs connaissances afin de transmettre des savoirs clairement identifiés dans le respect de leur autonomie professionnelle et de leur liberté de choix des approches pédagogiques;

nous exigeons que les enseignantes et enseignants puissent avoir recours à des mesures d'évaluation qui permettent de rendre compte du niveau d'acquisition des connaissances par les élèves;

nous exigeons des mesures d'accueil et de francisation pour les immigrants, jeunes et adultes, pour leur permettre l'apprentissage de tous les aspects de la langue commune;

nous exigeons que les programmes de formation des maîtres soient révisés dans l'optique d'un meilleur équilibre des connaissances disciplinaires et des compétences professionnelles.

Par le présent manifeste,

nous invitons celles et ceux d'entre vous qui partagent nos analyses, nos valeurs et nos convictions à se faire entendre et à exprimer clairement leur point de vue;

nous appelons la société civile, les médias et la classe politique à se mobiliser et à dénoncer l'incurie du MELS qui sacrifie actuellement l'éducation des élèves du Québec.

En ce sens, la réforme de l'éducation est un échec et son implantation aveugle et obstinée met en péril l'avenir de nos élèves et de la société québécoise.